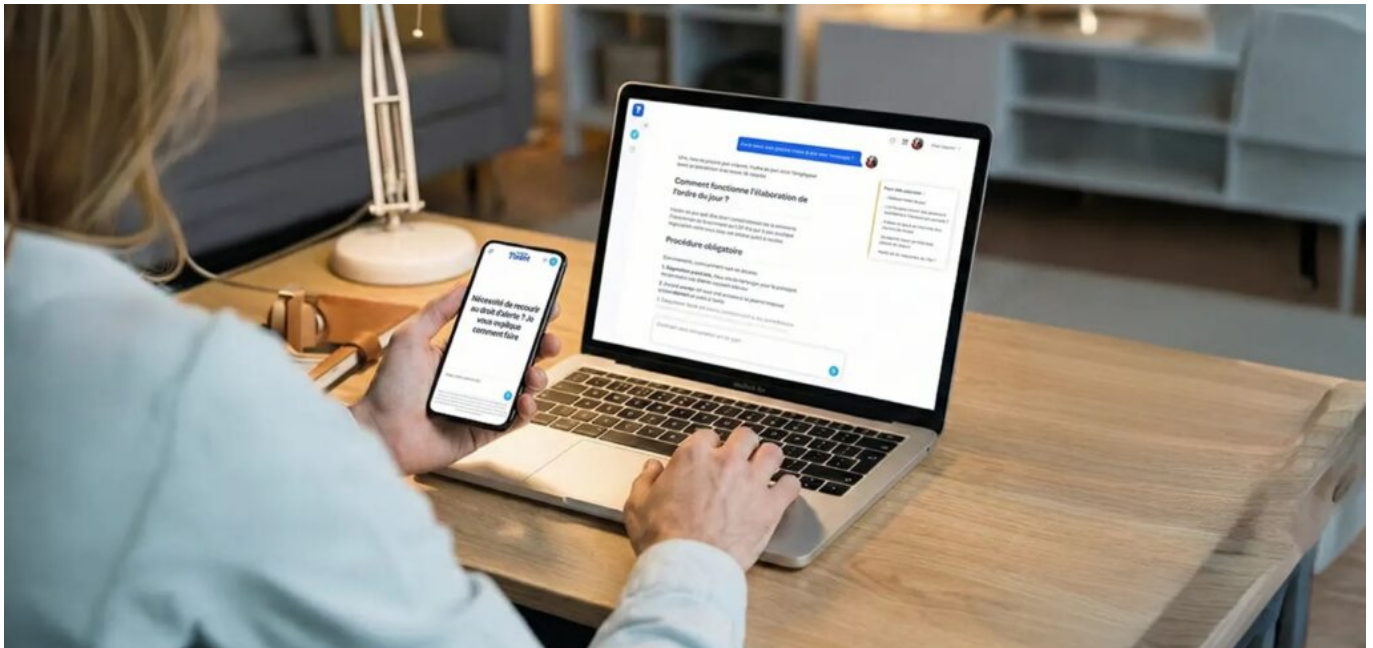


Écrit par le 18 mai 2026

Les Éditions Tissot lancent leur IA juridique destinée aux élus du CSE



Face aux limites des intelligences artificielles (IA) généralistes en matière de fiabilité juridique, les **Éditions Tissot** lancent Tissot CSE IA, une intelligence artificielle spécialisée opérant en circuit fermé. Elle est alimentée exclusivement par le fonds documentaire de l'éditeur, fruit de son expérience de 50 ans auprès des Comités sociaux et économiques (CSE). Cette solution, conçue pour accompagner les élus du CSE dans l'exercice de leur mandat, propose un agent conversationnel livrant des réponses structurées, argumentées et sourcées.

Les élus du CSE doivent aujourd'hui se prononcer sur des sujets juridiques complexes (consultations obligatoires, droit d'alerte, conditions de travail...), en parallèle de leur activité professionnelle. L'accès à une information juridique fiable, compréhensible et immédiatement exploitable est devenu un enjeu critique. En parallèle, compte tenu de l'importance prise par l'intelligence artificielle dans les usages quotidiens, la prudence reste de mise. Et en matière de droit social, une approximation peut être lourde de conséquences. Les IA généralistes présentent en effet deux limites majeures : le risque d'hallucinations et une prise en compte insuffisante des évolutions réglementaires les plus récentes.

Lancement de Tissot CSE IA

C'est dans ce contexte que les Éditions Tissot, éditeur de référence en droit social depuis 50 ans, lancent

Écrit par le 18 mai 2026

[Tissot CSE IA](#), l'agent conversationnel juridique qui s'appuie sur leur fonds documentaire et sur le Code du travail. Une solution entièrement dédiée aux élus du CSE.

La solution sera présentée aux élus visiteurs des salons SolutionsCSE de Lyon du mercredi 11 au jeudi 12 mars, puis de Paris les mercredi 18 et jeudi 19 mars prochains.

« Les élus du CSE n'ont ni le temps ni les réflexes juridiques des professionnels du droit. Avec Tissot CSE IA, nous leur donnons un accès immédiat à une information fiable, compréhensible et sécurisée », précise [Patrice Guignard](#), directeur Produit des Éditions Tissot.

Expérimentée par une cinquantaine de bêta-testeurs, la solution Tissot CSE IA a été co-construite avec les élus CSE pour leur permettre d'obtenir immédiatement une information juridique structurée et sourcée, en langage naturel, sur des sujets relevant du droit du travail. La solution, accessible via le site des Éditions Tissot et via une web app dédiée, propose des réponses rapides, et sans jargon juridique. Tissot CSE IA vise à faciliter l'accès à une information juridique fiable et compréhensible en droit du travail.

La puissance d'une IA juridique alliée à l'expertise des Éditions Tissot

Présentée comme un agent conversationnel juridique, Tissot CSE IA fonctionne à partir d'une barre de recherche permettant de poser des questions en langage naturel. Elle est mise à jour en permanence et sans possibilité d'hallucination.

En effet, dans les cas où l'agent conversationnel a le moindre doute sur la réponse à apporter, il propose alors à l'utilisateur d'être rappelé par téléphone par un juriste, qui lui apportera une information juridique, basée sur le fonds documentaire des Editions Tissot.

Tissot CSE IA repose sur un principe clair : "l'IA pour l'efficacité, l'humain pour la sécurité". La solution est conforme RGPD et AI Act, hébergée sur une infrastructure européenne, sans réutilisation des données clients pour l'entraînement des modèles.

Un salarié sur trois recherche activement un nouvel emploi par crainte d'être remplacé par l'IA

Ecrit par le 18 mai 2026



L'IA génère un éventail d'émotions complexes, souvent contradictoires, chez les salariés. Si beaucoup en perçoivent les opportunités, la réalité est plus nuancée : stress accru, crainte de perdre son emploi, recherche active d'un nouveau poste et incertitude quant à son impact sur leur fonction. C'est ce que révèle le rapport '[People at Work 2025](#)' d'[ADP Research](#), qui dresse un état des lieux des perceptions de l'IA dans le monde du travail, à partir d'une enquête menée auprès de près de 38 000 salariés dans 34 pays, dont plus de 1 000 en France.

« L'impact de l'IA n'est pas seulement technologique, il est aussi émotionnel pour de nombreux salariés, souligne [Carlos Fontelas De Carvalho](#), Président d'ADP en France et Europe centrale. Beaucoup perçoivent l'IA comme un levier de progrès, mais elle peut susciter aussi de l'incertitude. Les employeurs qui sauront reconnaître cette dimension émotionnelle, expliquer les implications concrètes de l'IA, répondre aux préoccupations et mettre en place des pratiques de formation et d'organisations seront les mieux préparés pour une intégration positive des nouvelles technologies dans le cadre de travail. »

Entre optimisme et incertitude, les travailleurs peinent à se projeter

Les sentiments vis-à-vis de l'IA sont partagés : 50% des salariés dans le monde considèrent qu'elle aura un impact positif sur leur emploi dans l'année à venir, dont 17% se disent tout à fait d'accord. Seuls 10% expriment une forte crainte d'être remplacés par cette technologie.

L'IA suscite, en effet, une forme d'ambivalence : elle est à la fois source d'enthousiasme pour son

Écrit par le 18 mai 2026

potentiel et d'inquiétude quant à ses conséquences. Ainsi, 27% des travailleurs qui anticipent un impact positif de l'IA sur leur emploi redoutent également qu'elle puisse les remplacer. Certains des pays les plus optimistes, comme l'Égypte (36%) ou l'Inde (34%), affichent aussi les plus fortes proportions de salariés craignant d'être remplacés (22% et 17% respectivement). Cette anxiété est renforcée par l'incertitude : 44% des répondants dans le monde reconnaissent ne pas savoir, à ce jour, comment l'IA va transformer leur travail (dont 12% disent n'en avoir strictement aucune idée).

La crainte d'un remplacement accentue également le stress professionnel. Les salariés qui redoutent que l'IA prenne leur place sont deux fois plus susceptibles de subir un stress élevé au travail, que ceux qui sont plus confiants. Autre conséquence notable, cette fois en matière de rétention des talents : plus de 30% des salariés qui pensent pouvoir être remplacés par une IA sont activement à la recherche d'un nouvel emploi, contre 16% parmi ceux qui se disent moins préoccupés.

Des salariés français peu concernés par les impacts de l'IA

En France, seuls 11% des travailleurs se disent tout à fait d'accord avec l'idée que l'IA aura un impact positif sur leur emploi. Ce chiffre est aligné sur la moyenne en Europe (11%), région où les salariés sont les plus pessimistes vis-à-vis de l'IA, derrière le Moyen-Orient/Afrique (27%), l'Amérique latine (19%), l'Asie-Pacifique (16%) et l'Amérique du Nord (13%).

Cependant, les salariés français ne sont que 8% à craindre d'être remplacés par l'IA, une proportion identique à celle des Européens (8%). De même, 11% en France comme en Europe sont tout à fait d'accord avec l'affirmation qu'ils ne savent pas comment l'IA va changer leur emploi.

Les professions intellectuelles, comme les ingénieurs, chercheurs ou développeurs, sont à la fois les plus optimistes et les plus préoccupés : 24% à l'échelle mondiale et 15% en France sont tout à fait d'accord sur le fait que l'IA aura un impact positif sur leur emploi, mais ils sont aussi respectivement 13% et 11% à craindre qu'elle ne les remplace. Ces travailleurs du savoir sont également les plus nombreux à exprimer des incertitudes quant à l'évolution de leur métier : 14% dans le monde et 13% en France.

Les salariés les plus jeunes sont à la fois enthousiastes et les plus inquiets vis-à-vis de l'IA, en raison de son impact potentiel à long terme sur leur carrière. En France, 12% des 18-26 ans et 18% des 27-39 ans anticipent des effets positifs sur leur travail, tandis que respectivement 13% et 11% redoutent d'être remplacés par la technologie. À l'inverse, les plus de 55 ans apparaissent plus détachés, considérant que l'impact de l'IA sur leurs dernières années d'activité sera limité : seuls 5% d'entre eux craignent d'être remplacés.

Une perception de l'IA qui diffère selon les secteurs d'activité

Les salariés des secteurs qui adoptent rapidement les nouvelles technologies sont les plus optimistes. En Europe comme dans le reste du monde, ce sont les professionnels des services technologiques (19% contre 28% au niveau mondial), de la finance et de l'assurance (18% contre 25%), ainsi que de l'information (17% contre 20%) qui se montrent les plus enclins à percevoir positivement l'impact de

Écrit par le 18 mai 2026

l'IA. Pourtant, ils sont quand même 12% dans le monde et 10% en Europe à craindre d'être remplacés, dans ces secteurs où l'IA est perçue comme un levier majeur d'efficacité et d'avantage concurrentiel.

À l'inverse, les secteurs à forte dimension humaine, comme la santé et l'assistance sociale, font preuve de plus de prudence : seuls 7% des salariés en Europe et 10% dans le monde estiment que l'IA aura un impact positif sur leur travail.

« Je pense réellement que les nouvelles technologies comme l'IA générative ont pour but de donner des capacités augmentées aux équipes pour gagner du temps, simplifier leur quotidien et les libérer des tâches chronophages, mais absolument pas pour les remplacer. L'IA permet d'automatiser des tâches, mais pas d'automatiser des emplois ! » explique Carlos Fontelas de Carvalho.

Il conclut : « Il faut bien sûr expliquer le sens de l'intégration de l'IA dans le cadre du travail, et respecter l'équilibre entre l'humain et la technologie, notamment dans le secteur RH : une heure gagnée grâce à l'IA correspond à une heure de plus passée à s'occuper du développement et de l'engagement des collaborateurs. »

Recrutement : les malentendus entre entreprises et candidats qui freinent l'embauche

Écrit par le 18 mai 2026



Alors que le marché de l'emploi se tend et que les entreprises déplorent de fortes difficultés de recrutements, il semblerait que les candidatures des professionnels soient régulièrement ignorées. C'est en tout cas le constat de cette nouvelle enquête, analysée par Olivia Jacob, senior manager au sein du cabinet [Robert Walters](#).

35% des candidats utilisent l'ia pour postuler

Pour maximiser leurs chances de trouver un emploi, il n'est pas rare que les professionnels multiplient les candidatures. Ainsi, 75% d'entre eux déclarent envoyer entre 5 et 10 candidatures par semaine. Leur nouvel allié : l'IA. En effet, 35% des répondants utilisent parfois voire fréquemment des outils d'intelligence artificielle pour répondre à une offre.

Toutefois, ces nouveaux usages pourraient avoir un impact négatif, puisque 46% des responsables du recrutement ayant répondu à cette enquête déclarent pouvoir identifier l'utilisation de l'IA dans un CV lorsqu'ils en reçoivent. Formatage parfait, tournures de phrases et langage impersonnel : des éléments qui peuvent mettre la puce à l'oreille et se retourner contre le candidat. « Si les recruteurs attendent une expression authentique du parcours du candidat, les entreprises recherchent quant à elle de la sincérité, le reflet fidèle de l'expérience d'un candidat, et surtout un lien avec l'offre de poste à laquelle il répond. L'utilisation de l'IA, lorsqu'elle est repérée, peut donc jouer contre lui, et nuire à sa crédibilité », alerte Olivia Jacob.

Écrit par le 18 mai 2026

74% des entreprises reçoivent davantage de candidatures

Notre étude de rémunération publiée en décembre dernier révélait que les professionnels étaient toujours aussi optimistes quant aux opportunités d'emploi dans leur secteur (73%). Une confiance qui les pousse à postuler, en nombre. Toutefois, si les entreprises ont des difficultés à recruter, elles peinent surtout à trouver des candidats qualifiés.

En effet, 74% d'entre elles ont remarqué une augmentation du nombre de candidatures, mais déplorent que ces dernières ne correspondent pas toujours à leurs critères. « Les envois de candidatures en masse montrent rapidement leurs limites : les candidats omettent souvent des éléments essentiels concernant les offres et ne personnalisent pas suffisamment leur dossier. Résultat : recruteurs et entreprises sont confrontés à un volume croissant de candidatures peu qualifiées, ne correspondant ni aux compétences requises, ni à l'expérience attendue », note Olivia Jacob. Plus que jamais, les candidatures doivent donc être authentiques, et pertinentes par rapport à l'offre de poste publiée par l'entreprise.

Faire face au ghosting des candidats

Il arrive parfois que les entreprises ghostent les candidats : 80% d'entre eux déclarent ainsi que leurs candidatures sont souvent ignorées par les entreprises. Toutefois, la tendance inverse semble émerger de plus en plus. En effet, face aux processus de recrutements qui s'allongent, certains candidats se sentent découragés (76%), les poussant à ghoster les entreprises au cours du processus, et à ne plus leur répondre.

« Pour renforcer l'engagement des candidats et limiter le phénomène de ghosting, les entreprises doivent accorder une attention particulière à chaque étape du parcours candidat, du pré-boarding à l'intégration. Créer une expérience positive et transparente passe par une communication continue, des retours réguliers et une écoute active des éventuelles préoccupations », explique Olivia Jacob.

Mettre l'accent sur la culture d'entreprise, les valeurs et les opportunités de carrière peuvent également participer à attirer et retenir des candidats motivés, qui s'engageront davantage dans le succès à long terme de l'organisation.

Enquête réalisée par le cabinet Robert Walters

Loi de finances, IA, Facture électronique...

Écrit par le 18 mai 2026

Damien Charrier, président du Conseil National de l'Ordre des Experts-Comptables déploie les pistes de réflexion



Propos recueillis par Laetitia Blanchard

Damien Charrier, président du Conseil national de l'Ordre des experts-comptables depuis décembre 2024, partage sa lecture de la conjoncture économique et des mutations en cours pour la profession. Face aux incertitudes, il appelle à resserrer les liens entre entrepreneurs et conseils, notamment sur des sujets structurants comme la facture électronique, l'intelligence artificielle ou encore la coopération interprofessionnelle.

Ecrit par le 18 mai 2026



Écrit par le 18 mai 2026

Damien Charrier DR

À travers le prisme de votre profession, comment jugez-vous la situation économique ?

«Nous suivons l'économie en temps réel sur notre observatoire Image PME (Petites et moyennes entreprises), qui s'appuie sur les données remontées par les cabinets. Aujourd'hui, la situation est globalement tendue. Plusieurs secteurs souffrent. Une étude récente de Xerfi ([Intelligence stratégique](#)) évoque pour 2025-2026 un scénario pessimiste et un autre plus modéré, mais avec une croissance molle. Dans ce contexte, notre rôle est d'accompagner les entreprises, en particulier sur leur trésorerie, car c'est souvent ce qui conditionne leur survie. Il faut renforcer les liens avec les clients et disposer d'indicateurs les plus réactifs possibles.»

Des signaux de reprise apparaissent-ils malgré ce climat incertain ?

«On constate quelques signes positifs dans l'immobilier, qui montre un léger redressement après une période très difficile. Mais globalement, les signaux sur l'investissement ne sont pas bons, et cela joue sur le long terme. Derrière les moyennes, il y a toujours des dirigeants qui surperforment, mais c'est justement dans les périodes de tension que l'anticipation et le pilotage deviennent décisifs. C'est pourquoi nous accentuons nos actions sur la prévention des difficultés.»

Dans ce contexte tendu, comment analysez-vous l'adoption de la loi de finances 2025 ?

«Elle a été adoptée dans des circonstances exceptionnelles, marquées par la dissolution. Ce climat politique a contribué à une certaine impréparation : nous avons découvert certains articles sans réelle concertation. Cela a nécessité une mobilisation rapide. L'épisode a aussi renforcé le dialogue entre la profession et les parlementaires. Nous avons pris la parole sur plusieurs sujets, comme la réforme de la facture électronique, pour défendre le maintien du calendrier. Nous avons aussi été force de proposition sur d'autres dispositifs, par exemple les 'management packages' ou les aménagements autour du [PEA \(Plan d'épargne en action\)](#).

Ce qui compte, au-delà de la technique, c'est la compréhension de l'intention du législateur. Parfois, il faut aller plus loin avec les services de la [DGFIP](#) (Direction générale des finances publiques) et leur direction fiscale pour bien comprendre comment appliquer les textes. C'est un travail de fond que nous faisons au nom de la clarté et de la sécurité juridique. Et malgré le contexte, il faut reconnaître que ce dialogue a été constructif. La crise politique a été l'occasion, paradoxalement, de faire de la pédagogie utile.»

La réforme de la facture électronique approche. Les professionnels sont-ils prêts ?

«Les études du Conseil national comme celles de la DGFIP aboutissent à des constats similaires : 70 à 80 % des entreprises attendent des informations de leur expert-comptable, notamment sur le choix de la Plateforme de dématérialisation partenaire (PDP). C'est une marque de confiance, mais aussi une responsabilité. La profession, avec ses 22 000 experts-comptables et 190 000 collaborateurs, est globalement prête, ou du moins outillée pour l'être. Nous continuerons à partager les outils nécessaires, notamment lors de notre congrès national de septembre, où un guide des PDP et des conférences thématiques seront présentés.

Pour les plus petites structures, l'enjeu immédiat est d'identifier une adresse de réception pour les factures. Et sur ce point, nous avons obtenu que les cabinets puissent faire signer un mandat à leurs

Ecrit par le 18 mai 2026

clients, pour les accompagner dans ces choix. C'est essentiel : il ne faut pas se laisser entraîner vers des solutions purement commerciales ou inadaptées. Ce travail d'accompagnement, nous l'assurons aussi auprès des fédérations professionnelles et des branches.»

L'intelligence artificielle suscite beaucoup d'interrogations. Qu'en est-il dans votre profession ?

«Nous utilisons déjà des outils intégrant de l'IA ([Intelligence artificielle](#)). Ce n'est donc pas un saut dans l'inconnu. Mais nous exerçons une profession réglementée, avec des exigences spécifiques liées au secret professionnel et à la protection des données personnelles. Cela nous oblige à être vigilants, notamment au regard du RGPD ([Règlement général sur la protection des données](#)).

L'IA peut nous aider à automatiser certaines tâches, mais elle ne remplace pas le jugement. C'est là que notre rôle reste irremplaçable : l'interprétation, le discernement, la capacité à conseiller. Nous préparons d'ailleurs un atelier dédié lors du congrès, avec 26 cas d'usage identifiés et des prompts concrets réutilisables. Nous avançons donc de manière pragmatique : l'IA est un outil de transformation du métier, pas une menace.»

Le dialogue entre professions du chiffre et du droit est-il appelé à se renforcer ?

«Il existe déjà. Nous travaillons régulièrement avec les avocats et les notaires. Ce sont nos partenaires naturels, même si nous intervenons sur des champs complémentaires. Sur les enjeux transversaux, comme l'intelligence artificielle ou la justice consulaire, nous avons d'ailleurs mené des réflexions communes. Les sociétés d'exercice interprofessionnelles restent marginales, mais cela ne nous empêche pas de coopérer efficacement.

Chacun a sa focale : les experts-comptables sont centrés sur l'entreprise, d'autres métiers davantage sur la personne de l'entrepreneur. Ensemble, nous pouvons offrir un conseil global. Et plus la technologie prendra de place, plus le besoin d'échange et de coordination entre professionnels s'imposera.»

Quel message souhaitez-vous adresser aux chefs d'entreprise ?

«Résilience et espoir. Les temps sont difficiles, c'est vrai, mais c'est justement dans l'adversité que les meilleures opportunités émergent. Comme en voile : quand le vent est stable, les bateaux avancent au même rythme. C'est quand les conditions se corsent que certains prennent l'avantage. Dans ces moments-là, le lien entre les entrepreneurs et leurs conseils est capital. Il permet de prendre du recul, de sécuriser les décisions, et de préparer l'avenir.»

Le 80^e Congrès de l'Ordre des experts-comptables se tiendra du 17 au 19 septembre 2025 à Lyon Eurexpo.

Propos recueillis par [Laetitia Blanchard](#), Directrice de L'informatique judiciaire à Nantes, membre de Réseau Hebdo Eco.

Configuré et Mis en ligne par MMH.

Ecrit par le 18 mai 2026

CCI de Vaucluse : l'intelligence artificielle au service des TPE et PME



La [Chambre de commerce et d'industrie \(CCI\) de Vaucluse](#) organise un webinaire dédié à l'intelligence artificielle au service des TPE (très petites entreprises) et PME (petites et moyennes entreprises) de la région ce mercredi 2 juillet. Il est encore temps de s'inscrire.

Ce mercredi 2 juillet, l'IA sera mise à l'honneur au cours d'un webinaire proposé par la CCI de Vaucluse. Adressée aux TPE et PME régionales, cette journée permettra aux entrepreneurs de mieux connaître toutes les clefs pour booster leur compétitivité et leur visibilité en ligne.

Le programme

L'événement débutera à 10h avec deux échanges animés par des experts sur les thèmes 'Croissance & compétitivité : l'IA au service des PME' et 'Compétences d'avenir : l'IA au service de l'emploi et la

Ecrit par le 18 mai 2026

formation’.

À partir de 11h, les entrepreneurs pourront en apprendre davantage sur le référencement naturel. Ils découvriront comment sélectionner les mots-clés pertinents pour maximiser leur visibilité en ligne, mais aussi comment l’intelligence artificielle peut transformer leur manière de rédiger du contenu pour mieux répondre aux attentes de leur audience et des moteurs de recherche.

L’après-midi, quant à lui, sera axé sur la publicité avec les principaux formats de la publicité en ligne pour maximiser l’impact de sa stratégie. Les participants au webinaire apprendront aussi comment générer des annonces performantes avec l’aide de l’IA.

Webinaire ‘L’IA au service des TPE/PME’. De 10h à 15h30. [Inscription en ligne.](#)

IA et management : « Attention à protéger notre humanité »

Ecrit par le 18 mai 2026



[Force Cadres](#) vient d'organiser [une grande soirée sur le thème 'L'IA au service de l'humain'](#). L'événement de l'association présidée par Pierre Jacquier s'est tenu au multiplexe du Pathé Cap-Sud en présence d'une centaine de cadres et entrepreneurs du Grand Avignon. Au programme, une conférence suivie d'une table-ronde et d'un débat animés par Marie-Cécile Drécourt. Le tout axé sur les nouvelles méthodes de management s'appuyant sur l'Intelligence artificielle dans les entreprises.

Ecrit par le 18 mai 2026



Crédit : DR/Force Cadres

Préserver son esprit critique et son esprit de synthèse

[Cécile Déjoux](#), directrice de l'observatoire Future of Work, professeure des universités au Cnam, autrice de plusieurs essais sur le sujet, a évoqué les transformations managériales déjà en œuvre et à venir. Si l'IA permet de gagner du temps sur certaines tâches, notamment répétitives, si elle est une force dans le domaine de la médecine et dans celui de la créativité, « Il faut la prendre comme un exécutant intelligent », a-t-elle souligné. Sans tomber dans le catastrophisme, elle a démontré comment préserver son esprit critique, son esprit de synthèse, ainsi que « l'intuition humaine qui apporte de la valeur ajoutée ». Le management peut être parfois toxique aussi a-t-elle rappelé l'importance de l'aborder par le 'care' (la santé), une approche managériale qui vise à prendre soin de soi et des autres.

Quel impact de l'IA sur le marché du travail ?

« Attention à protéger notre humanité » a-t-elle conclu avant la table-ronde, qui a réuni plusieurs représentants des sociétés Vocaza, JustaxX, LHH Recruitment solutions et SAB84. Ces derniers appliquent déjà leurs propres solutions face à ce nouveau défi et ont ainsi pu témoigner et répondre aux nombreuses questions de la salle : l'impact de l'IA sur le marché du travail ou encore sur le travail des jeunes.

Ecrit par le 18 mai 2026



Crédit : DR/Force Cadres

L.G.

IA : hausse de 273% des offres d'emploi en France

Ecrit par le 18 mai 2026



La deuxième édition du Baromètre mondial de l'emploi en IA 2025 publié par le cabinet de conseil et d'audit [PwC](#), qui a examiné près d'un milliard d'offres d'emploi dans plus de 15 pays, démontre que l'adoption de l'IA s'accompagne d'une montée en compétences, d'une valorisation salariale et d'une croissance nette de l'emploi, même dans les professions les plus automatisées. La France se démarque des autres pays avec 166 000 offres d'emploi publiées en 2024, elle devient ainsi le premier pays européen en volume d'offres d'emploi requérant des compétences en IA.

Le rapport montre qu'entre 2018 et 2024, la productivité du travail dans le monde a été multipliée par quatre dans les secteurs les plus exposés à l'IA — comme les services financiers ou le développement logiciel — passant de 7% à 27%. À l'inverse, dans les secteurs moins exposés à l'IA, tels que l'hôtellerie ou l'extraction minière, la productivité a stagné, passant de 10% à 9%. En France, la demande en compétences évolue rapidement, le nombre d'offres d'emploi dans les métiers les plus exposés à l'IA — qu'ils soient automatisés ou augmentés — a été multiplié par huit sur la même période.

[Philippe Trouchaud](#), Chief Technology & Products Officer, PwC France et Maghreb indique : « L'IA transforme l'économie et le marché du travail à l'échelle mondiale. Loin de détruire de l'emploi, elle en redéfinit les contours et en accroît la valeur. L'emploi progresse dans la plupart des métiers exposés à l'IA. Pour en tirer parti, les entreprises doivent investir dans les compétences : recruter sur les savoir-faire, former en continu, et équiper les salariés. L'IA démocratise l'expertise et permet à chacun d'avoir un impact démultiplié. Aucun secteur ne sera épargné : agir dès maintenant est essentiel. »

Ecrit par le 18 mai 2026

L'emploi progresse dans presque toutes les catégories de métiers exposés à l'IA, même les plus automatisés

Contrairement aux craintes souvent exprimées, le rapport ne montre ni destruction massive d'emplois ni chute des salaires. En France, comme dans le reste du monde, l'IA redessine l'emploi de manière significative, avec un effet globalement positif.

Entre 2019 et 2024, les métiers moins exposés à l'IA ont connu une forte croissance (+65% au niveau mondial ; +251% en France), mais ceux plus exposés ont aussi progressé (+38% au niveau mondial ; +273% en France). Ces derniers se divisent entre emplois « automatisés » (tâches réalisées par l'IA) et emplois « augmentés » (tâches améliorées par l'IA). Dans les deux cas, l'emploi est en hausse dans tous les secteurs analysés, avec une progression plus rapide pour les emplois augmentés. L'écart de croissance (+26 points) place la France devant l'Allemagne (+37 points) et loin devant le Royaume-Uni ou les États-Unis, où les métiers peu exposés progressent davantage.

Les emplois dits « augmentés », dans lesquels l'IA renforce les capacités humaines, connaissent une croissance moyenne de +252% en France, contre +223% pour les emplois plus facilement automatisés. Ces chiffres confirment la tendance observée à l'échelle mondiale : l'IA transforme les rôles plus qu'elle ne les remplace, en particulier dans les secteurs à forte intensité cognitive ou relationnelle.

Les salaires augmentent deux fois plus vite dans les secteurs exposés à l'IA

Les secteurs les plus exposés à l'IA enregistrent une hausse des salaires deux fois plus rapide que les moins exposés, que les emplois soient automatisés ou augmentés.

À l'échelle mondiale, les métiers mobilisant des compétences en IA progressent de 7,5% sur un an, alors même que les offres d'emploi globales ont reculé de 11,3%. Ces métiers sont également mieux valorisés, avec des niveaux de rémunération en moyenne supérieurs de 56% à ceux des autres emplois (contre 25 % en 2023).

Les secteurs qui concentrent le plus d'emplois liés à l'IA sont ceux de l'Information et de la Communication (avec une part d'offres IA passée de 2,5% en 2018 à 3,8% en 2024), ainsi que les activités scientifiques et techniques qui dépassent désormais les services financiers en volume d'offres IA.

Cette dynamique s'accompagne d'une hausse du niveau de qualification requis. En 2024, 58% des offres d'emploi dans les métiers les plus exposés à l'IA exigeaient un diplôme, contre 54% en 2019. À l'inverse, pour les métiers peu exposés, cette part a baissé de 13% à 10%. Autrement dit, les métiers liés à l'IA demandent cinq fois plus souvent un diplôme que les autres.

[Olivier Dupont](#), Associé Workforce chez PwC France et Maghreb déclare : « L'IA transforme déjà en profondeur le marché du travail et ouvre des perspectives prometteuses pour des économies confrontées à des défis structurels, tels que la pénurie de main-d'œuvre ou la faible productivité. Cette étude montre que son potentiel commence à se concrétiser : avec les bons investissements technologiques et culturels, l'IA — notamment agentique — permet de repenser la manière dont les organisations créent de la valeur.

Ecrit par le 18 mai 2026

Mais pour accélérer ce mouvement, les entreprises devront investir dans leurs stratégies d'IA et accompagner leurs salariés dans l'acquisition de nouvelles compétences au-delà même du diplôme. »

La révolution des compétences s'accélère

Si le constat est globalement positif pour la productivité, les salaires et l'emploi, l'étude souligne un impératif d'adaptation rapide pour les salariés comme pour les entreprises. Les compétences recherchées évoluent 66% plus vite dans les métiers les plus exposés à l'IA, contre 25% l'an dernier.

En France, les données confirment cette dynamique. Entre 2018 et 2024, les métiers les plus exposés à l'IA ont connu une évolution des compétences 34% plus marquée que ceux moins exposés (indice de 1,3 contre 1). Ce différentiel traduit une transformation profonde des missions demandées, qui impose une montée en compétences rapide pour rester à niveau.

La valeur accordée aux diplômes traditionnels diminue, notamment dans les métiers où l'IA joue un rôle accru. À l'échelle mondiale, la proportion d'emplois augmentés nécessitant un diplôme a chuté de 66% à 59%, et de 53% à 44% pour les emplois automatisés.

En France, la tendance est inversée : les emplois exposés à l'IA demandent aujourd'hui plus souvent un diplôme. Entre 2019 et 2024, la part des offres exigeant un diplôme est passée de 54% à 58% pour les métiers les plus exposés, tandis qu'elle a baissé de 13% à 10% pour les moins exposés. De même, la proportion d'emplois « augmentés » par l'IA nécessitant un diplôme est passé de 58% à 62% sur la même période.

L'impact de l'IA pourrait aussi accentuer certaines inégalités : dans tous les pays étudiés, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à occuper des emplois exposés à l'IA, ce qui pourrait accroître la pression sur leurs compétences.

Olivier Dupont précise : « L'avancée rapide de l'IA transforme non seulement les métiers mais aussi les compétences requises. Ce n'est pas un simple enjeu de recrutement : même en payant le prix fort pour des talents IA, ces compétences peuvent rapidement devenir obsolètes sans des investissements pertinents dans la formation continue. »

L'IA, un impératif stratégique pour les entreprises

Pour libérer le plein potentiel de l'IA, les entreprises doivent l'intégrer dès maintenant au cœur de leur stratégie. Le rapport identifie cinq actions clés :

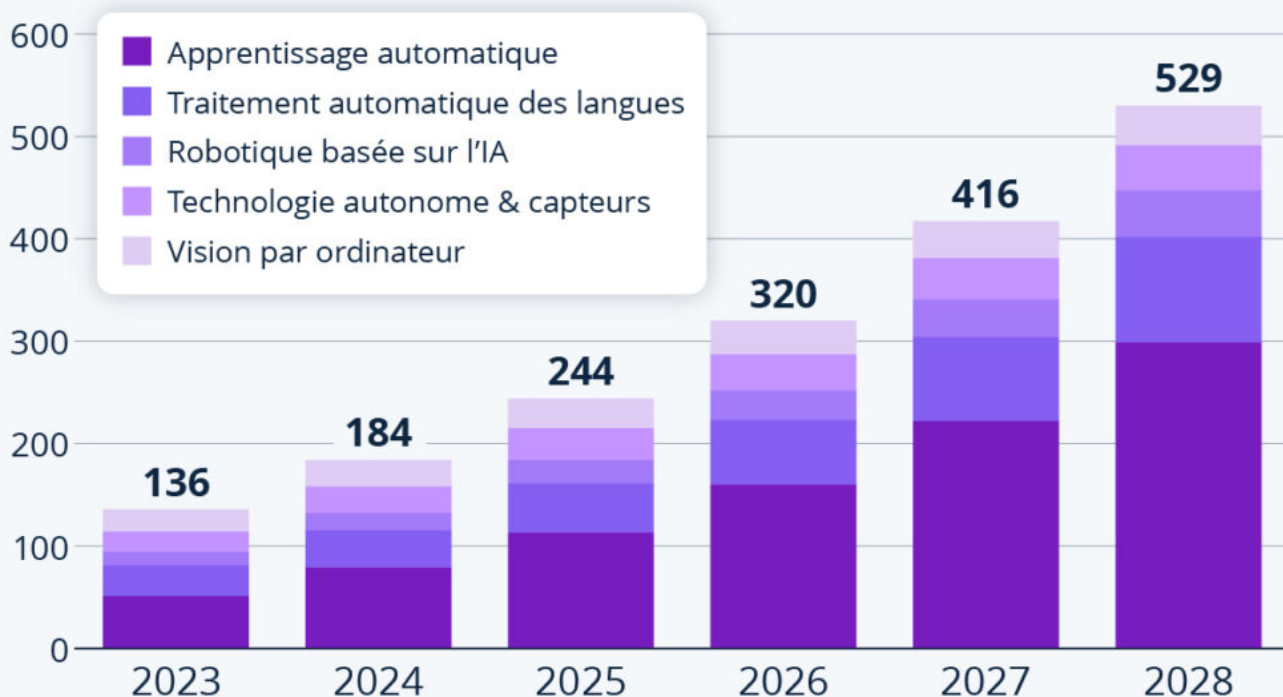
- Utiliser l'IA pour transformer l'ensemble de l'entreprise.
- Considérer l'IA comme un levier de croissance, pas seulement d'efficacité.
- Prioriser l'IA agentique.
- Doter les salariés des compétences nécessaires pour exploiter l'IA.
- Libérer le potentiel transformateur de l'IA en bâtissant la confiance.

Le marché mondial de l'IA pourrait dépasser les 500 milliards de dollars d'ici 2028

Ecrit par le 18 mai 2026

IA : le marché pourrait dépasser les 500 milliards d'ici 2028

Estimation et projection du chiffre d'affaires mondial du marché de l'IA de 2023 à 2028, par segment (en milliards \$)



Projection en date de mars 2024.

Source : Statista Market Insights




Du 6 au 11 février s'est tenu à Paris le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, y a annoncé un plan d'investissement de 200 millions d'euros pour le secteur de l'IA européenne, « le plus grand partenariat public-privé du monde ». Celui-ci s'accompagne cependant de conditions, telles qu'une simplification drastique des règles européennes qui encadrent l'intelligence artificielle, ainsi qu'une « réduction des lourdeurs

Ecrit par le 18 mai 2026

bureaucratiques ». En clôture de l'évènement, Emmanuel Macron a quant à lui déclaré : « Nous avons besoin de continuer à faire avancer une gouvernance internationale de l'intelligence artificielle ». 61 pays ont d'ores et déjà signé une déclaration pour une intelligence artificielle « ouverte », « inclusive » et « éthique » ; les États-Unis et le Royaume-Uni ne font pas partie des signataires.

D'après les prévisions publiées par les [Market Insights](#) de Statista, le secteur mondial de l'IA pourrait dépasser les 500 milliards de dollars de chiffre d'affaires d'ici 2028, soit une multiplication par quatre par rapport à la taille du marché estimée en 2023. Les segments qui devraient connaître la plus forte croissance entre 2023 et 2028 sont l'apprentissage automatique, la robotique basée sur l'IA et le traitement automatique des langues, avec une croissance de plus de 200% attendue par les analystes du marché sur cinq ans (plus de 400% pour l'apprentissage automatique). Comme le montre notre infographie, l'apprentissage automatique est de loin le segment le plus important du marché : il pesait environ 38 % du chiffre d'affaires total du secteur en 2023, et cette part devrait grimper à plus de 50 % d'ici 2028.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

(Vidéo) Les experts-comptables PACA se tournent vers l'intelligence artificielle

Ecrit par le 18 mai 2026



Au début du mois de février, le [Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) a organisé sa première Journée du Numérique de l'année au Provence Rugby d'Aix-en-Provence. Cette journée avait pour thème l'innovation au cœur du métier d'expert-comptable, axé notamment sur l'intelligence artificielle.

Le mardi 4 février, les experts-comptables de la Région Sud se sont donnés rendez-vous à Aix-en-Provence pour la première édition de la Journée du Numérique de l'année 2025, organisée par le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables PACA et son président [Nicolas Férand](#). Une journée axée sur la transformation digitale du métier, et plus particulièrement sur la place de l'intelligence artificielle au sein des cabinets d'expertise-comptable.

« L'intelligence artificielle dans nos cabinets, il faut se l'acculturer, la domestiquer et la déployer. »

Nicolas Férand, président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables PACA

Plus de 100 participants ont ainsi pu assister à des conférences inspirantes pour déterminer l'avenir numérique de la profession. Les experts-comptables ont échangé notamment sur les risques de l'IA ou

Ecrit par le 18 mai 2026

encore son utilité pour les cabinets d'expertise-comptable. Plusieurs personnes sont intervenues durant cette journée pour apporter leur expertise comme [Stéphanie Ragu](#), présidente de [Medinsoft](#), qui accompagne l'innovation et la croissance des entreprises de la Région Sud, et [Romain Froment](#), président de la commission Innovation et numérique de l'Ordre des Experts-Comptables PACA. « Je suis convaincu que nous pouvons être des prescripteurs, et même des sachants et des experts sur ce sujet tellement les possibilités sont grandes », a ajouté Nicolas Férand.

Les experts-comptables de PACA s'allient aux architectes de la région

Un autre temps forts a marqué les experts-comptables de la Région Sud en ce début d'année. Il y a quelques semaines, Nicolas Férand, président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables PACA, et [Maryline Chevalier](#), présidente du [Conseil régional de l'Ordre des architectes PACA](#), ont signé une convention de partenariat visant à lier les deux professions réglementées. « Ensemble, nous construisons un avenir plus fort pour nos professions », ont-ils conjointement déclaré.

« Les professions réglementées doivent se serrer les coudes et s'entraider dans ce monde qui est fait d'incertitudes. »

Nicolas Férand, président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables PACA

Les architectes de la région, eux aussi, souhaitent mettre l'accent sur l'innovation pour cette année 2025, « pour une architecture durable, inclusive et respectueuse de notre patrimoine », avait déclaré Maryline Chevalier lors de la cérémonie des vœux du Conseil régional de l'Ordre des architectes PACA. Ainsi, l'alliance avec le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables PACA vise à mieux représenter et défendre les intérêts des deux professions qui sont en mutation, notamment avec la transformation digitale des métiers. Les experts-comptables et les architectes de la région souhaitent, d'ici la fin de l'année, être rejoints par d'autres professions réglementées.

Ecrit par le 18 mai 2026



Nicolas Férand et Maryline Chevalier. ©Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables PACA